

Bordeaux

CUB : « Il faut du clivage »

Pour Gérard Chausset, vice président (EELV) de la CUB, la politisation du climat est une évolution positive.



Gérard Chausset : « Il y a une montée des égoïsmes. Par conséquent, allons-y clairement et faisons de vrais choix politiques. » (Photo archives thierry david)

L'élu Europe Écologie-Les Verts de Mérignac, Gérard Chausset, vice-président de la Communauté urbaine chargé des déplacements de demain, estime que le système politique de la cogestion, qui a lissé pendant quarante ans les débats au sein de l'institution, est au bout du rouleau.

« Sud Ouest ». Les débats à la Communauté urbaine semblent se politiser. Assiste-t-on à la fin de la cogestion gauche-droite ?

Gérard Chausset. Avant, il y avait une gauche et une droite à la CUB. Aujourd'hui, il y a une majorité et une opposition. Alain Juppé (1) a donné une conférence de presse pour critiquer le projet d'investissements de la CUB, alors que celui-ci avait été discuté avec son groupe. C'était une conférence de presse inamicale. Juppé s'en prend à des projets, comme la future salle de spectacle ou le dossier de l'eau, mais il défend ceux qui sont situés sur sa commune, comme le futur stade, qui n'est pourtant pas indispensable.

D'où vient ce nouveau climat ?

La CUB est ainsi faite que la ville centre, Bordeaux, est démographiquement minoritaire par rapport à la périphérie. Cela a donné un système politique spécial, qui a tenu pendant quarante ans, fait d'échanges, on a même parlé de troc, entre les élus sur les projets.

Ce système a évolué en 2008 avec les contrats de codéveloppement, qui font apparaître au grand jour le rôle de la CUB dans chaque commune. Mais aujourd'hui, il y a un élément nouveau : la gauche gagne des élections nationales et locales. Et elle a potentiellement un candidat crédible à Bordeaux (2). C'est un changement majeur de la donne politique.

L'autre changement, c'est la contrainte financière qui va nous obliger à faire des choix dans les projets. Or, ces choix doivent être politiques. La CUB a besoin de clivages. Quand les dossiers sont bloqués, si le compromis est impossible, on fait jouer le principe majoritaire. La CUB, c'est 63 voix pour la gauche et 57 voix pour la droite.

La réforme territoriale risque de toute façon de changer la donne dès 2014...

Dans le prochain exécutif, il n'y aura plus 36 vice-présidents comme aujourd'hui, mais seulement 14. Et il faudra en plus respecter la parité homme-femme. On ne gouvernera pas à 14 comme à 36. Je propose que les vice-présidents ne soient pas des maires.

Selon vous, la politisation des débats est donc souhaitable ?

La politique a toujours existé dans la CUB, mais elle s'exprime aujourd'hui à visage découvert. On voit par exemple Michel Labardin, le maire de Gradignan, remettre en question le principe de densification de l'habitat, dont il est pourtant le défenseur en tant que vice-président de la CUB chargé de l'urbanisme.

Pour les électeurs, c'est incompréhensible : repousser d'un côté ce qu'on défend de l'autre. C'est à cela qu'on voit bien que la campagne électorale a commencé. Il y a une montée des égoïsmes. Par conséquent, allons-y clairement et faisons de vrais choix politiques.

Les contraintes financières poussent aussi dans ce sens ?

Quand tous les projets ne sont pas réalisables, tout le monde se remet à faire de la politique. Alain Juppé, quand il fait sa conférence de presse inamicale, fait de la politique. À partir de là, soit on trouve des compromis, soit on fait valoir la majorité.

(1) Alain Juppé est le leader du groupe politique Communauté d'avenir, minoritaire, qui rassemble les élus UMP et Modem. (2) Il s'agit de Vincent Feltesse, président PS de la CUB, député de la 2e circonscription de Bordeaux.